

poursuites qu'il avait devant la dite Cour, contre des Militiens de sa compagnie; pour instruction au Statut 9 Vict. Chap. 28, et ce, au grand détriment du service de la Milice de Sa Majesté en cette Province.

La Cour, parties ouïes, en est venue à la décision qui suit :

La cour, après avoir mûrement pesé et considéré le témoignage produit au soutien de l'accusation, ainsi que celui fourni par la défense, et d'opinion que l'accusé Charles Tétro, Capitaine attaché au 4^e Bataillon du Régiment de St. Hyacinthe, est coupable de l'accusation portée contre lui.

SENTENCE :

La Cour ayant trouvé l'accusé coupable comme il est ci-dessus spécifié, adjuge et ordonne que le dit Charles Tétro, Capitaine attaché au 4^e Bataillon du Régiment de St. Hyacinthe, soit renvoyé du service.

Son Excellence le Gouverneur Général, approuve la sentence recitée plus haut, et ordonne que le Capitaine Charles Tétro, du 4^e Bataillon de St. Hyacinthe, soit renvoyé du service de la Milice de cette Province.

Et la Cour Militaire Générale, de laquelle le Major Flavien Bouchard, du 4^e Bataillon du Régiment de St. Hyacinthe, se trouve le Président, est par les présentes dissoute.

Approuvé.
(Signé) ELGIN ET KINCARDINE.
Par Ordre,

(Signé) A. DE SALABERRY, Lt. Colonel
Député Adj. Génl. de Milice.

No. 2.

Il a aussi plu à Son Excellence le Gouverneur Général faire les nominations suivantes dans la Milice du Canada, savoir :

Premier Bataillon, Bellechasse.

Pour être Lieutenant :

Enseigne Edouard Boisard, vice Guay, dé-cédé.

Second Bataillon, Montréal.

Pour être Lieutenants :

Quartier-Maître Walter Buchanan,
" Frédéric Veil, du 5^e Bataillon, et
David A. Ross, Gentilhomme.

Les officiers suivants ont la permission de se retirer du service :

Capitaine Louis Desmarais, du 2^e Bataillon de St. Hyacinthe, avec le rang de Major, et le lieutenant Amable Boireaux, du même Bataillon, avec le rang de Capitaine.

Par Ordre,
A. DE SALABERRY, Lt. Colonel.
Député Adj. Génl. de Milice.

Cour Criminelle de Québec.

C'est jeudi de la semaine précédente qu'eut lieu le procès de ce sauvage nommé *Quatre-Pattes* accusé du meurtre de son gendre appelé *Quatre Plantes*. Le crime remonte à l'été de 1849 ; il fut commis à la Rivière-du-Loup (district de Québec). Le principal témoin à charge est la fille de l'accusé, épouse de la victime. Elle déclare qu'un jour du mois d'août, 1849, l'accusé, qui demeurait avec elle et son mari, était à dîner, lorsque son gendre (mari de la dépositante) survint en état d'ivresse, et, après avoir injurié quelques moments son beau-père, le frappa à la tête : à quoi celui-ci, qui était également pris de boisson, riposta par un coup de poing. Il s'ensuivit une lutte corps à corps, dans laquelle l'accusé fut terrassé par son agresseur ; une courte dispute s'engagea, puis le sang coula abondamment des blessures que l'un des deux avait reçues ; mais dans le moment le témoin ne put discerner lequel avait reçu la blessure.

Elle s'élança pour les séparer, et elle vit sur le plancher le couteau dont son père avait fait usage à son repas ; il était ensanglanté. Elle le prit et en brisa la lame en deux parts. Le gendre alors se releva et sortit de la cabane en disant que son beau-père l'avait tué ; il fit environ dix pas, puis s'effondra et peu après rendit le dernier soupir. L'accusé sortit précipitamment de la cabane pour se cacher dans les bois où il demeura deux jours ; après quoi il revint et fut arrêté. Le témoin ajoute à ce récit qu'elle croit que si son père n'avait pas tué son mari, il en aurait été tué.

D'autres témoins déposent avoir entendu les enfants du défunt le supplier de ne pas tuer leur grand-père, et vu ensuite le défunt sortir de la cabane et tomber.

Le verdict du jury a été : " Homicide involontaire."

CORRESPONDANCES.

(Nous n'hésitons pas à donner insertion à la communication suivante à la demande de son auteur ; car il convient, selon nous, d'accorder cette latitude à toute discussion honnête sur les grands intérêts du jour.)

La cause du Peuple.

Rien ne saurait être, M. le rédacteur, plus remarquable que la manière dont on interprète en ce moment la conduite du barreau de Québec et même du barreau de tout le Bas-Canada.

Le barreau de Québec prétend avoir droit à la communication du tarif avant sa promulgation, afin de pouvoir faire aux juges en temps opportun les observations qu'il croirait avantageuses pour tout le monde. Il charge donc son bâtonnier d'user de ce droit que les juges semblent par leur inaction avoir contesté.

Le barreau arrive en cour ; le bâtonnier fait au nom du corps qu'il représente la demande en question, et cela en termes convenables et dignes.

La dessus le président de la cour ne se contente pas de refuser, mais il insulte le barreau de la manière la plus inconvenante et la plus indigne de la haute position qu'il occupe.

A cet outrage le barreau ne peut et ne veut pas opposer l'insulte ; il se serait mangé à lui-même et mis à la merci du banc, qu'est jusqu'à un certain point roi et maître dans l'enceinte où il se trouve.

Les avocats se retirent donc en masse dans leur chambre de délibérations, et là décident qu'ils ne retourneront pas en cour avant de connaître l'opinion des barreaux de Montréal et de Trois-Rivières, sur la conduite insultante

et indigne tenue par trois des juges de la cour supérieure de Québec envers le barreau du même district.

Pendant que le barreau de Montréal et celui de Trois-Rivières délibèrent et se préparent à faire la même chose que celui de Québec, celui-ci sur l'observation d'un de ses membres considérant la légalité de la promulgation du nouveau tarif, indépendamment de tout ce qui venait de se passer entre lui et le banc, et décidait à l'unanimité que les tarifs nouvellement promulgués étaient nuls et illégaux, parce que les juges en les promulguant ne s'étaient pas conformés aux prescriptions de la loi.

Aujourd'hui le barreau de Québec, pour être conséquent avec lui-même, s'assemble de nouveau et décide encore qu'il ne reparaitra pas en cour supérieure et en cour de circuit, avant que la cour d'appel n'ait prononcé sur la légalité ou l'illégalité des nouveaux tarifs.

Voilà toute l'histoire de cette querelle judiciaire. 1^o. Le barreau revendique ce qu'il croit être un droit. 2^o. Les juges le lui contestent et le lui enlèvent. 3^o. Le barreau se retire et décide de ne pas reparaitre en cour supérieure et en cour de circuit, avant que la cour d'appel n'ait prononcé sur la légalité ou l'illégalité des nouveaux tarifs.

Il est donc faux que le barreau ait quitté la cour et ne veuille pas y retourner, parce que le taux des honoraires des avocats est diminué. Cette considération n'est entrée pour rien dans la détermination de la profession à Québec.

Les avocats en effet savent très bien qu'ils n'étaient pas destinés pour eux de se priver de leurs honoraires quotidiens et de retarder les causes de leurs clients, pour la raison que le tarif aurait été trop élevé ; ils n'ignoraient pas qu'ils pussent faire aux juges des représentations par le moyen d'un mémoire ou d'une requête dans la manière ordinaire, sans avoir recours à la mesure extrême que les insultes et la conduite illégale des juges les ont contraints d'adopter, et cela par le motif bien simple que *qui jure communi munus est extraordinarium non eget iudicio*.

Is se sont retirés parce qu'ils étaient indignement insultés par des juges qui, malgré leur pouvoir et leur autorité, n'en sont pas moins soumis comme les plus simples mortels à l'observation des convenances ; et ils n'ont pas voulu retourner en cour avant que leurs confrères des autres districts eussent eu le temps de se prononcer et de les appuyer de leur autorité morale.

A l'heure qu'il est, ils persistent à ne pas retourner plaider en cour supérieure, ou cour de circuit, parce qu'ils regardent comme nuls et illégaux les nouveaux tarifs promulgués par les juges. Ils veulent préalablement faire décider par un tribunal compétent si leur opinion est erronée ou non en cette matière.

Et en effet auraient-ils belle grâce à se présenter en cour et à agir sous un tarif qu'ils ont déclaré être illégal et non valide ? Ne serait-ce pas de leur part de la dernière inconscience ? Ne seraient-ils pas par là même en violation d'un document qui leur a été remis par la loi, afin de servir leurs mesquins intérêts qu'ils couvrent ainsi du manteau hypocrite de l'amour du bien public.

Ces petits hommes-là ont commencé par une fausseté ; ils ont prétendu que le barreau refusait de paraître en cour parce qu'il trouvait son tarif d'honoraires trop élevé. Maintenant ils s'aperçoivent que cette petite ruse de leur part ne peut pas donner le change aux hommes qui comprennent et réfléchissent. Ils s'aperçoivent que tous les jours la position du barreau dans cette affaire se dessine de plus en plus et paraît aussi sous un jour de plus en plus favorable. Leur but est donc manqué ; ils vont donc dresser d'autres batteries, et à ce propos ils se mettront à crier contre ce qu'il leur paraît d'appeler les énormes honoraires des avocats qui, disent-ils, épaisissent le pauvre peuple.

C'est, comme vous voyez, une manière ingénieuse de se créer des sympathies dans le peuple. Ils veulent le convaincre que l'avocat est son ennemi, qu'il lui demande des honoraires exorbitants, et que, si aujourd'hui il y a une querelle entre le barreau et les juges, c'est que ceux-ci ont pris la part du peuple !

Du même coup ils atteignent deux buts : le premier de ramener les sympathies en faveur des juges qui n'en ont guère par le temps qui court ; et le second d'arracher aux avocats ce qui leur est nécessaire.

Du premier but je ne parle pas, j'en ai assez dit plus haut. Il s'agit d'observer le second, et si j'en fais tout l'objet et l'extériorité de l'avocat et pour le peuple et pour les avocats, il ne restera plus rien de cet échafaudage élevé par la passion, la haine, l'égoïsme et la jalousie, que la honte pour ses auteurs.

Pourquoi en effet crier-on que les honoraires des avocats sont exorbitants ? Est-ce par amour de la patrie ? par intérêt pour le peuple ? par respect pour la morale publique ? Du tout ; c'est pour attirer l'attention et se mettre à sa place, et c'est là tout le secret de ces sordes menées.

En faisant voir que l'avocat est une nuisance pour le peuple, on excite de suite dans les masses de l'antipathie pour lui, on le rend odieux aux débiteurs, on le rend exécrable aux yeux des pauvres ou des hommes à petits moyens.

Dès qu'on en est venu là, il faut aller plus loin. Les avocats sont généralement des hommes instruits, et si par quelque moyen on ne les empêche pas de se livrer à leur profession, bon gré malgré, les plaideurs auront toujours recours à eux comme aux hommes les plus en état de faire valoir leurs droits. On dira donc au peuple que les avocats étant trop payés, il ne faut pas les laisser davantage sucer le sang des populations. On leur mettra devant les yeux, par le moyen de la presse, des mémoires de frais dans certaines causes de peu d'importance, et l'on s'écriera : " N'est-ce pas affreux ! Dans un casuel de £3 10s, on £4, être obligé de payer £15 et £20 de frais ? "

Et de suite, on indiquera le remède ! On dira que le tarif des honoraires des avocats est trop élevé, qu'il faut le réduire de moitié, et même on ira jusqu'à dire : " plus d'avocats ! "

Pourquoi tout cela ? Afin que l'avocat, dégoûté d'une profession qui ne peut plus lui fournir des revenus suffisants à sa position, renonce à s'y adonner, et laisse ainsi le champ libre aux Allemands qui se tiennent derrière le rideau et qui insinuent toutes ces erreurs dans l'esprit des masses.

Mais, M. le rédacteur, il ne suffit pas de crier et de déblatérer ; il faut encore raisonner quand on parle à des gens sensés. Eh ! bien, on commence par dire que le tarif des honoraires des avocats, qui était en force avant le mois de décembre dernier, était trop élevé. On ne le prouve pas. On publie bien des mémoires de frais, mais on a bien soin d'en cacher le mauvais côté.

Or, d'abord si le tarif était trop élevé, les avocats ont dû beaucoup s'enrichir, ils doivent être aujourd'hui de vrais Crésus. Est-ce le cas, oui ou non ? Qu'on me nomme donc les avocats que leur profession a enrichis ! Qu'on me désigne, parmi les deux cents et quelques avocats inscrits à Montréal et parmi ceux des autres districts, les avocats que leur profession a mis non seulement riches, mais même dans une position de fortune indépendante ! On n'en trouvera pas quinze, pas dix ! Et s'il était besoin, je dirais : " Demandez à Messieurs les juges de la cour supérieure et de la cour de circuit ce qu'ils en pensent, et vous verrez leur réponse ! "

Si donc les avocats sont l'ancien tarif ne gagnant pas par leurs honoraires que de quoi suffire à leurs besoins journaliers et souvent que de quoi payer la conclusion naturelle que l'ancien tarif des honoraires d'avocats n'était pas trop élevé, et qu'il est absurde et contre toute raison de le diminuer, à moins qu'on ne veuille les réduire au salaire des manœuvres et de petits artisans. Alors à quoi leur auront servi, M.M. les avocats, leurs neuf ou dix années de collège, leurs quatre à cinq années d'études professionnelles, si après tous ces labeurs et malgré leurs travaux et

leurs études incessantes, ils ne devaient retirer comme le plus simple ouvrier que leurs quelques chelins par jour ?

Mais non, on trompe le peuple ; ce ne sont pas les avocats qui reçoivent de trop forts honoraires, ce sont M.M. les greffiers, M.M. les shérifs. Pour eux, vous pouvez en toute sûreté de conscience, leur rogner les angles, ils les auront toujours assez longs. Regardez, examinez les mémoires de frais ; les trois cinquièmes vont dans leurs poches. Simplifiez, s'il le faut, les procédures par lesquelles doit passer une cause des qu'elle est entre leurs mains, mais de grâce, dans l'intérêt du peuple comme dans celui de la profession d'avocat, n'accordez pas à ces lui-ci un honoraire si minime qu'on honorerait si peu l'art de l'avocat. Ne prétez pas une oreille attentive aux cris sauvages de ces nouveaux grognards anti-légitimes. Considérez un peu plus les avantages réels des plaideurs, et débitez-vous de ces criards ; ils sont indubitablement des débiteurs incorrigibles qu'il a fallu pousser au pied du mur, et qui aujourd'hui veulent faire payer par le peuple qu'ils se sont attirés.

Si vous réduisez l'avocat à un honoraire insuffisant, savez-vous que vous nuisez, non seulement à l'avocat, mais surtout au peuple ? Car d'un côté, si vous engagez par là l'avocat à être débonnaire et à extorquer indûment de l'argent à ses clients à l'insti de la cour, d'un autre côté vous exposez le peuple plaideur à deux périls : ou il sera forcé de céder aux exigences de son avocat et de lui accorder de retentes retentes, ou bien vous le mettez à la merci de ces misérables intendants qui fessant dans nos campagnes l'office de procureurs, dépouillent les gens, lèvent sur eux de fortes contributions, et obtiennent sur les causes une influence morale qu'ils ne méritent pas.

Voilà où vous en viendrez avec votre beau système de tout-à-bon-marché, parce que vous n'avez pas peur qu'on n'a que très rarement pour plus que la valeur de son argent.

Eh bien ! n'est-ce pas, de la part de ceux qui possèdent le peuple dans cette voie funeste, une conduite odieuse ? N'avez-vous pas raison de dire que c'était en conséquence, non seulement contraire aux justes intérêts du barreau, mais surtout contraire aux intérêts les plus précieux de nos populations ?

Où ! M. le Rédacteur, tout cet échafaudage, construit par la passion, la haine, la jalousie et l'égoïsme tombe de lui-même, pour peu qu'on y fasse attention.

J'aurais bien voulu m'étendre davantage sur un sujet qui occupe tant le public ; mais j'ai été assez long. Ce qu'il me faut d'ajouter que le nouveau tarif de la cour de circuit est une vraie iniquité, et que vouloir le maintenir serait chez les juges vouloir dégrader une profession qui les a élevés là où ils sont, et réduire les avocats, sur le rapport péremptoire, au rang de l'homme ignorant et de la matière.

C'est tout ce que j'ai pu dire, cher l'homme riche par héritage, que l'avocat de talents et de connaissances qui aurait le malheur de n'avoir que ces talents et connaissances pour toute richesse, la ne pourrait plus être la lumière des ignorants, le soutien des faibles opprimés, par le vice puissant, la voix de l'innocence accusée et muette, la voix de la courtoisie folle du crime qui pleure et se repent, la consolat ou des malheureux dont les actions sont encore des erreurs, l'interprète de la pitié qui implore, du repentir qui demande grâce, du malheur des âmes tourmentées qui en appel à l'histoire, du condamné innocent ou coupable qui, dans des derniers moments de son existence, croit encore à l'humanité jusque sur l'échafaud. Toutes ces belles et grandes fonctions seraient réservées à l'opulente ignorance et sans entraves on au vil intrigant que la lumière du soleil effraye et qui n'est dans son élément que lorsqu'il est dans les ténèbres.

Montréal, 29 janvier 1851.

Monsieur l'Éditeur,

Je me suis cru le droit de relever sept erreurs tangibles du *Moniteur* sur le compte des messieurs du barreau. Le *Moniteur* essaie de se tirer d'affaire en recourant à des habiletés et à des subtilités. Je laisse là les habiletés, et je vais prouver les subtilités de *Moniteur*.

Ainsi ne dorons pas la pilule. Le *Moniteur* a dit intelligemment pour tout le monde, à propos d'avocats, des inepties qu'il ne peut maintenant rayer de ses colonnes que par une rétractation pure et simple.

Mais si le *Moniteur* s'abuse, il ne se rend pas facilement. Il se contente en ce cas d'insister sur ce qu'il a dit, et croit donner par ce moyen le coloris du vrai à des faussetés et à des erreurs palpables. Citons plutôt :

" Dans notre article du 1^{er} de janvier, dit-il, nous disions que nous emigrons fort que l'appel du Barreau n'est pas l'écho chez une population qui avait été jusqu'à ce jour victime de ses privilèges ; que si nous avions un système de jurisprudence aussi compliqué, aussi obscur que celui qui existe aujourd'hui, c'était l'œuvre du Barreau qui avait prêté son influence dans la législation et ailleurs pour l'imposer au pays ; que l'obscurité des lois était due aux avocats qu'ils avaient passés en chambre ; que si le peuple était privé du droit bien naturel de se défendre et de plaider sa cause lui-même devant nos tribunaux, c'était l'œuvre des avocats qui rendaient seuls le privilège de parler devant les juges ; que si les frais de la justice étaient si exorbitants et ruineux, c'était l'œuvre des avocats qui en chambre se sont opiniâtrement opposés à toute mesure de réforme à ce sujet ; que, s'il y a eu tant de malheureuses familles ruinées par des procès, c'était l'œuvre des avocats qui, en prolongant au multipliant la procédure, trouvaient toujours moyen de grossir leurs mémoires de frais de manière à absorber toute la fortune des plaideurs ; que s'il était impossible d'avoir justice devant nos tribunaux sans se ruiner à cause de l'énormité des frais et de la longueur de la procédure, c'était l'œuvre du Barreau qui n'avait toujours travaillé qu'à compliquer au lieu de simplifier la procédure ; que les avocats avaient pour faire appel à l'opinion publique, des occasions plus opportunes que celle de la réduction de leur tarif ; que c'était à l'occasion de la passation de cette loi injuste qui impose au peuple une énorme taxe pour la construction des palais de justice dans le Bas-Canada, quand ces édifices devaient être construits à même les fonds de la province, mais qu'ils avaient alors gardé le silence ; que c'était quand on refusait de passer une loi pour payer une indemnité aux jurés du Bas-Canada ; quand on refusait de décentraliser les affaires en établissant des arrondissements judiciaires dans chaque comté afin de mettre la justice à la portée du peuple. Voilà ce que nous disions et ce que nous maintenons encore."

Le *Moniteur* affirme bien des choses. Il finit par en conclure qu'elles sont toutes des vérités qui sautent aux yeux. Mais tout cet échafaudage repose sur le vide. Voyons.

1^o. Population victime des privilèges du Barreau.—Quels sont donc enfin ces privilèges ? c'est pour la seconde fois que je prie le *Moniteur* de le dire. Ces privilèges résident-ils pour l'avocat dans le droit qu'il a de plaider ? Mais il y a, je crois, des raisons pour cela !—veut-on reprocher à l'avocat le privilège de

plaider seul ? Mais, s'il y a le privilège, (ce que je nie) nous verrons tout-à-l'heure qu'il y aurait sottise à vouloir y porter atteinte.

2^o. Système de jurisprudence absurde.—Bien possible ; mais la question est d'en créer un qui ne le soit pas... Nous comptons peut-être sur vous.

3^o.—C'était l'œuvre du Barreau qui avait prêté son influence dans la législation et ailleurs pour l'imposer au pays.—Le mal ne serait pas grand : il est permis de proposer un système que l'on croit bon. Ne le fût-il pas, c'est le cas, vous dis-je, d'en suggérer un meilleur.—En quoi l'influence législative de l'avocat, dans ce sens, est-elle reprehensible ? Lui forcez-vous un crime de vouloir ce qu'il pense être le mieux ? L'a-t-on député à la chambre pour y jouer un rôle opposé ?—Qu'est-ce que le pays législativement, si ce n'est la chambre d'assemblée ? Or, comment osez-vous reprocher à des membres de l'Assemblée d'avoir imposé une loi au pays, lorsque c'est le pays qui la veut et l'accepte par son mandataire ?—Quant à dire que les avocats ont influencé la législation dans une intention perverse, cela vous est facile ; mais à prouver, c'est autre chose ; et votre méthode, à vous, d'incriminer les actes en noirissant les intentions, est une assez plaisante manière d'instruire le peuple.

4^o. Que l'obscurité des lois était due aux avocats qui les avaient passés en chambre.—Il faut distinguer : on cette obscurité est le fruit d'une rédaction imparfaite ou peu éclairée et, par là même, purement accidentelle, ou bien elle est l'œuvre d'une intention criminelle. Dans le premier cas, il faut pardonner cela à des députés, puisqu'on le passe bien à des journalistes ; dans le second, il faudrait être moins indulgent si l'intention perverse n'était pas chose invraisemblable. Dites au moins qui n'a passé des lois obscures, afin que l'on sache s'il y a réellement faute énorme.—Un marchand, un notaire, un cultivateur, un artisan, eussent adopté un genre de rédaction plus satisfaisant peut-être ?—Est-ce là ce que vous voulez dire ?

5^o. Le peuple, privé du droit bien naturel de se défendre et de plaider sa cause lui-même devant nos tribunaux...—Le justiciable des tribunaux n'est privé de ce droit bien naturel que dans un seul cas : si, par exemple il lui est interdit non seulement d'élever lui-même l'avis, mais encore de mettre un défenseur, ou si vous l'aimez mieux, un avocat à sa place. Trouvez une autre hypothèse à laquelle puisse s'appliquer votre allusion. Prouvez moi surtout, que c'est en ce pays qu'une pareille monstruosité existait. Quant à plaider lui-même sa cause, vous devez comprendre qu'il y gagnerait assez peu. Je vous avais renvoyé à la préface de Pigeau (Procéd. Civ.) sur ce chapitre ; apparemment, vous ne l'avez pas consulté. Il vous (et il n'est pas seul de cet avis), qu'en effet se défendre est un droit naturel, tous les hommes étant d'ailleurs égaux dans l'état de nature ; mais il vous prouvera aussi que tous les hommes ne sont pas également capables de se défendre devant les tribunaux. Il faut pour cela une connaissance suffisante des lois et de la procédure ; vous n'ignorez pas qu'on acquiesce par cette connaissance autrement que par l'étude, et que tous les hommes ne sauraient se livrer à cette étude. De là cette inégalité, fort naturelle aussi, dans les facultés intellectuelles des hommes, et la nécessité d'une classe spéciale chargée de plaider devant les tribunaux la cause de ceux qui en sont incapables, quoique tenant de l'égalité naturelle, le droit de le faire. Cela vous paraît-il clair ?—Arrêez-vous des doutes maintenant sur la nécessité de la procédure, c'est-à-dire, d'une " forme suivant laquelle les affaires doivent être instruites en matière civile et criminelle " ? Si cela est, prenez votre domat, et de la Jannès et même Pigeau etc ; comme avocat (car vous m'apprenez que vous l'êtes) il vous faudra bien reconnaître leur autorité, si vous n'avez pas assez pour cela de vos lumières naturelles.—Mais si vous admettez cette nécessité des procédures, dites-moi ce qu'en fera le peuple que vous voulez obliger de plaider lui-même sa cause ? Vous faites un système, et vous oubliez qu'un commerçant, un artisan, un cultivateur, aux prises avec une objection à la forme, une défense enduite, une exception, etc., offriraient une scène beaucoup plus conforme à la liberté naturelle qui vous enchante qu'aux lois pratiques et indispensables des sociétés humaines, aux prescriptions du bon sens et de cette même justice qu'ils viendraient réclamer dans les tribunaux !

Ce n'est donc pas sans raison que, depuis des siècles, en différents pays, le souverain ou le gouvernement de l'état a cru devoir donner une existence légale à cette classe d'hommes (advocati) chargés de représenter les justiciables devant les tribunaux par un motif de protection envers le plus grand nombre. Cela sent vous fera comprendre le but et même l'a-propos des lois restrictives qui en gênant la liberté individuelle en certains cas procurent un bien réel à la communauté.

Cette réplique au *Moniteur* n'étant pas complétée par ce qui précède, j'y reviendrai. M. l'Éditeur, dans le prochain numéro de votre estimable feuille.

P. L.

FAITS DIVERS.

HORRIBLE TRAGÉDIE.—Philippe Smutay, boucher et cabaretier au village de Broad, en Moravie, marié et père de trois enfants, était, depuis longtemps, victime de mauvais traitements de la part de sa femme, qui le soupçonnait, à tort ou à raison, d'entretenir des relations intimes avec leur servante, Caroline Simonis, âgée de dix-neuf ans. Le 11 septembre dernier, vers six heures du soir, au moment où Smutay rentrait à la maison, sa femme, dans un accès de jalousie, courut au devant

de lui et lui cingla le visage avec une cravache. Smutay, exaspéré, ne dit rien, mais conçut le projet de tuer sa femme dans la soirée même. A cet effet, il se coucha de meilleure heure qu'à l'ordinaire. A onze heures, il se releva, se glissa dans la chambre voisine où couchait sa femme, et voyant qu'elle était profondément endormie, il se rendit dans sa boutique et y prit une hache et l'un des couteaux dont il se servait pour dépecer la viande. Ainsi armé, il retourna auprès du lit, et porta à tour de bras un coup de hache vers la tête de sa femme ; celle-ci se leva et cria au secours.

Smutay s'aperçut que le coup, au lieu de porter sur sa femme, avait atteint et tué la plus jeune de ses enfants, Sophie, âgée de huit mois, qui couchait à côté de sa mère dans le même lit. Aussitôt il frappa sa femme avec le couteau, à plusieurs endroits du corps, et lui fit notamment une longue incision au ventre, qui lui fit sortir les entrailles et détermina la mort. Désespéré d'avoir tué l'un de ses enfants, il courut et égorgea aussi les deux autres, Anne, âgée de six ans, et Marie, âgée de trois ans.

Après la perpétration de ces quatre assassinats, Smutay fut frappé de stupeur. Lorsqu'il revint à lui, il résolut de se suicider ; mais, avant de commettre cet acte de vengeance contre lui-même, il prépara une large couche de paille, où il déposa les quatre corps, qu'ensuite il aspergea d'eau bénite. Il voulait se procurer des cierges bénis ; mais, ne pouvant pas en trouver, il alluma et plaça à côté de chaque cadavre une simple chandelle.

Alors il se mit en devoir de se frapper au cœur avec son couteau, mais, au moment où il levait le bras pour l'exécuter, l'idée lui vint qu'en se soustrayant à la justice des hommes, il s'exposerait peut-être à la damnation éternelle. Il prit un crocifixe, l'attacha sur sa poitrine nue, et se rendit à pied à Brum, où il se dénonça lui-même au procureur de l'Etat.

Smutay a déclaré et répété dans tous ses interrogatoires les faits que l'on vient de lire, et il en a fait de nouveau une relation circonstanciée devant la cour d'assises, où il comparait sous l'accusation d'avoir commis, avec préméditation et guet-apens, le crime de meurtre sur les personnes de sa femme et de ses trois enfants.

Son défenseur s'est en vain efforcé de persuader au jury que, selon toutes les apparences, Smutay n'avait jamais été tout-à-fait sain d'esprit. Le jury a rapporté un verdict d'culpabilité, et la cour a condamné Smutay à être pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive.—Smutay a refusé de se pourvoir en cassation contre cet arrêt.

Nos abonnés de Québec.

☞ Nous informons nos Abonnés de Québec que le Rév. M. Gill a bien voulu se charger de l'Agence de notre journal, en remplacement du Rév. M. Maréchal. Nous sollicitons de tous nos amis la faveur d'une prompte remise, entre les mains de ce monsieur, du montant du dernier semestre et des arriérés.

ANNONCES.

INSTITUT-CANADIEN.

VENDREDI le SEPT du courant, D. LATTE ECR., fera une lecture publique, devant l'Institut, dans la salle des Old Fellows, grande Rue St. Jacques. Le sujet sera " Revue sur l'état politique et social de l'Europe sous les impressions du passé, le présent et l'avenir du Canada. "

Entrée libre pour les Dames et les Messieurs de l'Institut, et quinze sols pour les étrangers.

La lecture commencera à huit heures P. M.

L. S. MORIN.
Sec. J. C.



TRAVAUX PUBLICS.

DES OFFRES seront reçues jusqu'à LUNDI, le TROISIEME jour de FEVRIER prochain, pour les OUVRAGES de CHARPENTE du NOUVEAU PALAIS de JUSTICE, pour Montréal.

Le montant des contrats sera payé argent comptant au fur et à mesure que l'ouvrage avancera, moins la somme de 25 par cent qui sera retenue jusqu'à la confection des travaux ; les contracteurs seront tenus de fournir deux cautions à la satisfaction des Commissaires du Bureau des Travaux Publics ; les offres seront adressées aux dits Commissaires, mais ils ne s'obligent pas d'accepter les plus basses.

Pour plus amples informations, s'adresser au bureau des soumissionnaires, 87, rue des Fortifications, où l'on pourra voir les plans et devis.

Ostell & PERRAULT,
Architectes.

Montréal, 10 janvier 1851.

Avis

AUX ENTREPRENEURS.

LES Soudes pour la construction d'une EGLISE et du SACRISTIE dans la Paroisse de St. Vincent, recourant des soumissions le 15^e JOUR de JANVIER prochain à 10 HEURES du matin, à la CHARPENTE de la Paroisse, pour la construction d'une Eglise et Sacristie en Pierre. L'Eglise devra avoir 90 pieds de long sur 35 pieds de large et 33 pieds d'une pierre d'autre de hauteur, et le Sacristie 25 pieds carrés. Le tout à mesure figuré et de plans en dedans. Pour plus amples informations, voir les PLANS et DEVIS pour rédaction. St. Zotique, ce 15 décembre 1850.